

DEUXIÈME TRIMESTRE 2007

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE
SE TERMINANT LE 30 AVRIL 2007



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

La Banque Laurentienne déclare un bénéfice net de 20,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007

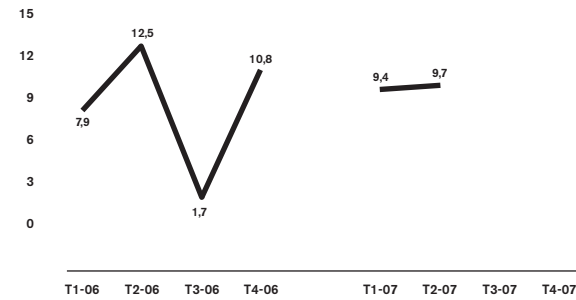
La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 20,7 millions \$, ou 0,75 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007, comparativement à un bénéfice net de 24,6 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre 2006. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 9,7 % pour ce deuxième trimestre 2007, comparativement à 12,5 % pour la même période en 2006. Les résultats pour le deuxième trimestre 2007 incluent des ajustements d'impôts positifs de 1,6 million \$, ou 0,07 \$ dilué par action ordinaire, alors que les résultats pour le deuxième trimestre 2006 incluaient un ajustement d'impôts favorable net de 10,7 millions \$, ou 0,45 \$ dilué par action ordinaire, découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal. En excluant ces ajustements d'impôts, le bénéfice net a augmenté de plus de 5,0 millions \$, ou 37 %, et le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,22 \$ ou 48 %.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2007, le bénéfice net de la Banque s'élevait à 41,2 millions \$, ou 1,49 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 41,6 millions \$, ou 1,51 \$ dilué par action ordinaire en 2006, incluant les ajustements d'impôts positifs. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,6 % pour ce premier semestre 2007, comparativement à 10,1 % pour la même période lors de l'exercice financier 2006.

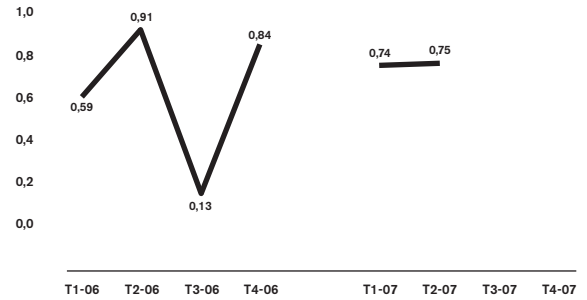
À l'occasion de la publication de ces résultats, le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a déclaré : « Nous avons obtenu de bons résultats pour le deuxième trimestre, et la Banque continue d'accroître ses revenus et sa rentabilité de manière soutenue. La croissance des volumes de prêts et de dépôts, conjuguée à l'attention constante que nous accordons à nos trois priorités, à savoir l'amélioration de notre efficacité, l'augmentation de notre rentabilité et le développement de notre capital humain, nous ont permis de réaliser de nouveaux progrès. Cette performance reflète bien la pertinence de notre stratégie de développement des activités de la Banque, dans les marchés et dans les secteurs où nous pouvons compétitionner avantageusement, de même que le profond engagement de toutes les personnes qui y travaillent. »

1 MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	11 BILAN CONSOLIDÉ	13 ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU	15 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
3 RAPPORT DE GESTION	12 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS	13 ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	30 RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES
10 POINTS SAILLANTS FINANCIERS		14 ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	

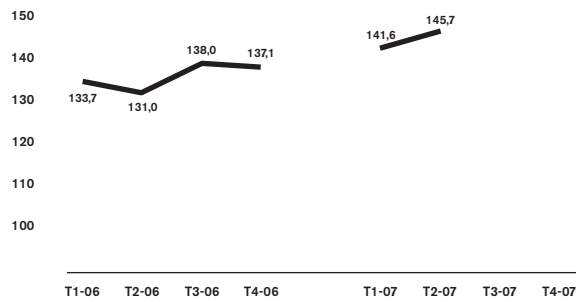
**RENDMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES
AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES**
EN POURCENTAGE



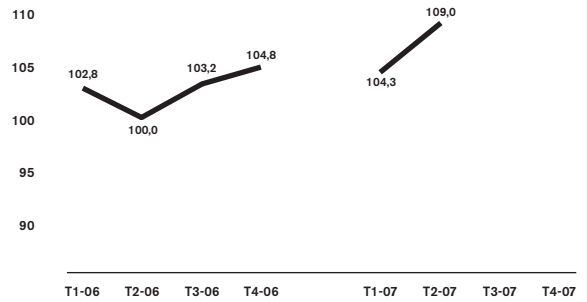
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE
EN DOLLARS



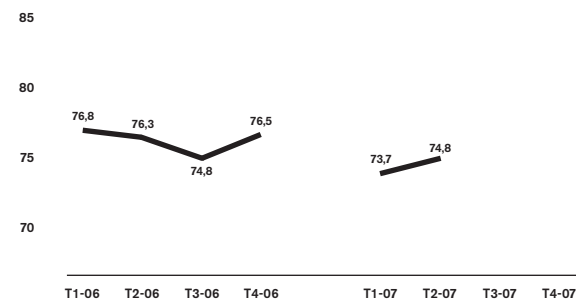
REVENU TOTAL
EN MILLIONS DE DOLLARS



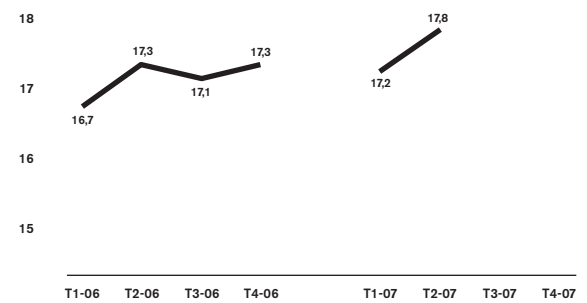
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT
EN MILLIONS DE DOLLARS



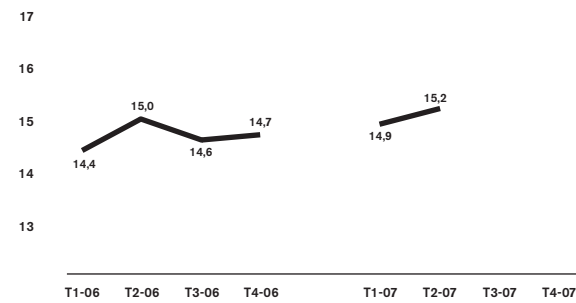
RATIO D'EFFICACITÉ
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT EN POURCENTAGE DU REVENU TOTAL



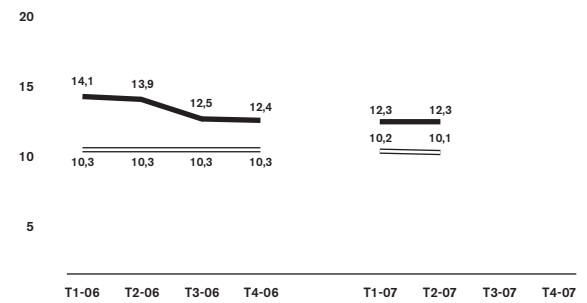
ACTIF AU BILAN
EN MILLIARDS DE DOLLARS



ACTIF ADMINISTRÉ
EN MILLIARDS DE DOLLARS



RATIO DE CAPITAL BRI
EN POURCENTAGE



— PREMIÈRE CATÉGORIE
— CAPITAL TOTAL

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente, du point de vue de la direction, une explication de la situation financière de la Banque en date du 30 avril 2007, ainsi que de sa performance au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées à cette date. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le deuxième trimestre 2007.

Le Rapport annuel 2006 de la Banque fournit par ailleurs de l'information financière complémentaire sur des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier et rend compte ensuite de ses résultats réels à chaque trimestre. La Banque n'a pas pour pratique de définir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer la performance de la Banque aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2007.

Performance 2007

	OBJECTIFS 2007	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2007 - RÉEL
Rendement des capitaux propres attribuables		
aux actionnaires ordinaires	8 % à 9 %	9,6 %
Résultat net dilué par action	2,55 \$ à 2,85 \$ (12 mois)	1,49 \$
Revenu total	550 à 560 millions \$ (12 mois)	287,3 millions \$
Ratio d'efficacité	75 % à 73,5 %	74,2 %
Ratio de capital de première catégorie	minimum de 9,5 %	10,1 %
Qualité de crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,24 % à 0,21 %	0,24 %

FAITS SAILLANTS

Cette section présente les faits saillants du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007 et les éléments significatifs affectant les résultats, comparativement au deuxième trimestre 2006.

- Le revenu total s'élevait à 145,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 131,0 millions \$ au deuxième trimestre 2006. Cette augmentation est attribuable à la croissance du revenu net d'intérêt, de 9,8 millions \$, et à la croissance des autres revenus, de 4,9 millions \$.
- Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 109,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 100,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à la rémunération liée à la performance, aux salaires et aux avantages sociaux.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 10,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, soit au même niveau que lors du deuxième trimestre 2006.
- Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 6,1 millions pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à une récupération fiscale de 3,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Les impôts sur les bénéfices incluaient les retombées positives de certaines transactions et ajustements favorables, de l'ordre de 1,6 million \$ (0,07 \$ dilué par action ordinaire) en 2007, et de 10,7 millions \$ (0,45 \$ dilué par action ordinaire) en 2006, tel qu'il est décrit ci-dessous. Les impôts sur les bénéfices pour le deuxième trimestre 2007 reflètent également l'imposition réduite des dividendes provenant d'actions canadiennes et des bénéfices liés aux opérations d'assurance crédit.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Sommaire

Le bénéfice net s'élevait à 20,7 millions \$, ou 0,75 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007, comparativement à 24,6 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période en 2006. Les résultats pour le deuxième trimestre 2007 incluaient les retombées positives de transactions et d'ajustements d'impôts sur les bénéfices, de l'ordre de 1,6 million \$, alors que les résultats pour le deuxième trimestre 2006 incluaient un ajustement d'impôts favorable net de 10,7 millions \$ découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal. En excluant les ajustements d'impôts, le bénéfice net a augmenté de plus de 5,0 millions \$, ou 37 %, et le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,22 \$ ou 48 %. Pour le premier

semestre 2007, le bénéfice net s'élevait à 41,2 millions \$, ou 1,49 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 41,6 millions \$, ou 1,51 \$ dilué par action ordinaire, en 2006.

Le revenu total a augmenté de 14,7 millions \$, ou 11 %, et s'élevait à 145,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 131,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Cette augmentation reflète l'effet conjugué de l'augmentation de 9,8 millions \$ du revenu net d'intérêt et de l'augmentation de 4,9 millions \$ des autres revenus, comparativement à la même période de l'exercice financier 2006.

L'augmentation du revenu net d'intérêt, pour le second trimestre de 2007, découle surtout de la croissance des portefeuilles de prêts et de dépôts, combinée à une diminution des liquidités et valeurs mobilières. La marge nette d'intérêt a augmenté, passant de 2,11 % pour le deuxième trimestre 2006 à 2,34 % pour le deuxième trimestre 2007.

L'augmentation de 4,9 millions \$ des autres revenus est principalement attribuable à l'augmentation des frais et commissions perçus sur les prêts et dépôts, aux revenus tirés des ventes de fonds communs de placement, aux revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, et aux revenus tirés des activités de courtage. Au cours du deuxième trimestre 2007, à la suite de l'inscription à la cote des actions ordinaires de la Bourse de Montréal, la Banque a vendu une partie des actions qu'elle détenait dans cette société, réalisant ainsi un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,16 \$ dilué par action ordinaire) à l'état des résultats. En date du 30 avril 2007, la Banque détenait encore 385 000 actions de la Bourse de Montréal, d'une valeur approximative de 16,7 millions \$, dans son portefeuille de titres disponibles à la vente. Le gain non réalisé a été inscrit dans les autres éléments du résultat étendu. Au cours du trimestre, la Banque a subi une perte de 4,3 millions \$ (2,9 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,12 \$ dilué par action ordinaire), sur des liquidités qu'elle a décidé de vendre avant échéance afin de tirer profit des conditions actuelles relatives aux taux d'intérêt (courbe de taux inversée) et d'améliorer les marges sur les liquidités.

Pour le premier trimestre 2007, le revenu total s'établissait à 141,6 millions \$, le revenu net d'intérêt à 95,2 millions \$ et la marge nette d'intérêt à 2,27 %. L'amélioration des résultats, d'un trimestre à l'autre, est principalement attribuable à l'augmentation des revenus de titrisation au cours du deuxième trimestre 2007, attribuable aux gains de 2,6 millions \$ réalisés grâce à la vente de prêts hypothécaires. En outre, l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts et l'amélioration du rendement des liquidités ont permis à la Banque d'améliorer légèrement son revenu net d'intérêt, et ce, en dépit du fait que ce deuxième trimestre compte moins de jours.

Comparativement au premier semestre 2006, le revenu total pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007 s'est amélioré, augmentant de 22,5 millions \$ pour s'établir à 287,3 millions \$, principalement grâce aux retombées des éléments décrits ci-dessus.

La provision pour pertes sur prêts est demeurée stable et s'établissait à 10,0 millions \$, ou 0,25 % de l'actif moyen, au deuxième trimestre 2007, tout comme au deuxième trimestre 2006. Des améliorations dans les portefeuilles de prêts commerciaux et dans un portefeuille de marges de crédit de B2B Trust ont contrebalancé une légère détérioration dans les portefeuilles de prêts personnels. Les prêts douteux nets se sont améliorés de (7,0) millions \$ et représentaient (0,05) % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, alors qu'ils s'élevaient à 5,4 millions \$ et 0,04 % au 31 octobre 2006. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 113,3 millions \$ au 30 avril 2007, comparativement à 130,6 millions \$ au 31 octobre 2006. Étant donné des conditions économiques avantageuses, la qualité globale du crédit est demeurée stable au cours du deuxième trimestre 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9 % et s'établissaient à 109,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 100,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Les salaires et avantages sociaux des employés ont augmenté de 7,7 millions \$, comparativement à la même période de l'exercice financier précédent, et s'élevaient à 58,1 millions \$. L'augmentation de la charge des salaires découle de l'augmentation de 4,7 millions \$ de la rémunération liée à la performance, ainsi que de l'augmentation de 2,2 millions \$ liées aux hausses des salaires et du nombre d'employés à la suite de l'expansion des activités de la Banque.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 1,3 million \$ par rapport au deuxième trimestre 2006 et s'élevaient à 28,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Cette variation s'explique par l'augmentation des coûts relatifs aux technologies, essentiellement attribuable à l'augmentation des frais d'entretien et d'amortissement, de même que par l'augmentation des loyers. Les autres frais, soit 22,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, sont demeurés relativement stables comparativement au deuxième trimestre 2006, et ce, malgré l'augmentation des frais de publicité et de développement des affaires consacrés au soutien des initiatives de la Banque dans la poursuite de sa croissance.

Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt divisés par le revenu total) s'établissait à 74,8 % pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 76,3 % pour le deuxième trimestre 2006.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2007, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 10,5 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des salaires et des avantages sociaux des employés, y compris la rémunération liée à la performance, alors que les autres frais sont demeurés relativement stables.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 6,1 millions \$ (taux d'imposition effectif : 22,7 %) pour le deuxième trimestre 2007, alors que la Banque avait enregistré une récupération fiscale de 3,6 millions \$ (taux d'imposition effectif : s. o.) pour le deuxième trimestre 2006. Pour le deuxième trimestre 2007, les impôts sur les bénéfices incluaient les retombées positives des impôts sur les bénéfices moins élevés applicables au gain réalisé grâce à la vente d'une partie des actions de la Bourse de Montréal, tel qu'il a été décrit ci-dessus, soit un montant de 0,7 million \$, ainsi que de l'ajustement positif lié au rapatriement des bénéfices accumulés des

opérations étrangères d'assurance crédit, effectué au cours de l'exercice financier 2006, soit un montant de 0,9 million \$. En excluant les retombées positives de ces ajustements, la charge d'impôts sur les bénéfices se serait établie à 7,7 millions \$ (taux d'imposition effectif : 28,5 %) pour le deuxième trimestre 2007. Ce taux d'imposition effectif moins élevé découlait également du faible niveau des impôts sur les revenus de dividendes générés par le portefeuille d'actions canadiennes, et des impôts sur les bénéfices moins élevés liés aux opérations d'assurance crédit. Les résultats pour le deuxième trimestre 2006 incluaient une récupération nette de 10,7 millions \$ liée principalement à la résolution de diverses expositions relatives à l'impôt. En excluant les retombées positives de cet ajustement, la charge d'impôts sur les bénéfices se serait établie à 7,1 millions \$ (taux d'imposition effectif : 33,6 %) en 2006.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 12,8 millions \$ (taux d'imposition effectif : 23,7 %) alors qu'ils s'élevaient à 0,7 million \$ (taux d'imposition effectif : 1,7 %) en 2006. Le taux d'imposition inférieur en 2007 par rapport au taux prévu par la loi découle des éléments identifiés ci-dessus, ainsi que des retombées positives de 0,9 million \$ liées à l'adoption de certains changements à l'impôt fédéral minimum des institutions financières au cours du premier trimestre 2007. Le taux d'imposition moins élevé en 2006 découle, pour sa part, de la récupération fiscale nette décrite ci-dessus, de l'ajustement positif des actifs d'impôts futurs, de l'ordre de 2,4 millions \$, lié à l'augmentation des taux d'imposition au Québec, ainsi que du faible niveau des impôts sur le gain réalisé grâce à la vente de Corporation Financière Brome au cours du premier trimestre 2006.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'actif au bilan s'élevait à 17,8 milliards \$ au 30 avril 2007, comparativement à 17,3 milliards \$ au 31 octobre 2006.

Au 30 avril 2007, les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente sont demeurées relativement stables par rapport aux niveaux atteints en date du 31 octobre 2006, alors que les rentrées de fonds provenant des activités de titrisation et des dépôts ont plus ou moins contrebalancé la croissance des prêts. Une gestion stratégique des liquidités a été l'un des facteurs clés de l'amélioration de la marge nette d'intérêt en 2007, la Banque portant une attention toute particulière à la composition et au niveau du portefeuille de liquidités. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les valeurs mobilières sont désormais classées comme étant « disponibles à la vente », « détenues à des fins de transaction » ou « désignées comme étant détenues à des fins de transaction », et ce, depuis le 1^{er} novembre 2006, conformément aux nouvelles normes comptables.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a augmenté de 435 millions \$ et s'établissait à 12,9 milliards \$ au 30 avril 2007, comparativement à 12,4 milliards \$ au 31 octobre 2006. L'augmentation du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, de l'ordre de 280,6 millions \$, ou 418,7 millions \$ en tenant compte de la titrisation de prêts, pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007, se compare avantageusement avec la baisse de 174,0 millions \$ (une augmentation de 357,9 millions \$ en tenant compte de la titrisation de prêts) enregistrée pour la même période lors de l'exercice financier 2006. Les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 18,4 millions \$ au cours du premier semestre terminé le 30 avril 2007, et ce, même en tenant compte de la vente d'un portefeuille de prêts de 40,3 millions \$ par l'entremise de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Les prêts personnels ont augmenté de 147,5 millions \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des marges de crédit hypothécaire et à la croissance du portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Trust. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont diminué de 11,3 millions \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007, principalement en Ontario et dans l'Ouest canadien.

La croissance globale des portefeuilles de prêts est le fruit des initiatives de chacun des secteurs d'activité et de leurs efforts soutenus en matière de conduite des opérations et de développement des affaires, ainsi que des bonnes conditions actuelles des marchés. Elle atteste par ailleurs la capacité de la Banque à poursuivre sa croissance dans les divers marchés et secteurs où elle peut compétitionner de manière efficace.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 301,5 millions \$ au cours du premier semestre terminé le 30 avril 2007 et s'élevait à 11,3 milliards \$; au cours de la même période, les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont également augmenté, de 99,9 millions \$. Les initiatives destinées à assurer le développement de la clientèle et la disponibilité de certains dépôts à court terme ont été les principaux facteurs de cette croissance. Au 30 avril 2007, les dépôts des particuliers représentaient 83 % du total des dépôts qui s'élevait à 13,5 milliards \$. Étant donné leur faible coût et leur relative stabilité, comparativement aux dépôts en gros, les dépôts des particuliers constituent la source de financement privilégiée de la Banque.

Les capitaux propres, incluant désormais le cumul des autres éléments du résultat étendu en vertu de l'adoption des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers le 1^{er} novembre 2006, s'élevaient à 963,3 millions \$ au 30 avril 2007, comparativement à 946,4 millions \$ au 31 octobre 2006. Initialement, l'adoption de ces nouvelles normes comptables a entraîné une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'ordre de 3,2 millions \$ et une réduction du solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu de l'ordre de 18,6 millions \$. Ces baisses ont toutefois été plus que contrebalancées par le bénéfice net, déduction faite des dividendes déclarés, réalisé au cours de cette période, ainsi que par l'ajustement positif au cumul des autres éléments du résultat étendu découlant de la réévaluation des actions de la Bourse de Montréal détenues par la Banque, tel qu'il a été expliqué ci-dessus. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 31,95 \$ au 30 avril 2007, comparativement à 31,18 \$ au 31 octobre 2006. L'état consolidé de la variation des capitaux propres et la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires offrent de plus amples renseignements à ce sujet. Au 30 avril 2007, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 641 687.

Le capital total de la Banque, constitué des capitaux propres et des débetures, s'élevait à 1 113 millions \$ au 30 avril 2007, comparativement à 1 096 millions \$ au 31 octobre 2006. Cette augmentation de 17 millions \$ est attribuable aux éléments déjà identifiés ci-dessus. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,1 % et 12,3 % au 30 avril 2007, comparativement à 10,3 % et 12,4 % au 31 octobre 2006.

Au cours de sa réunion tenue le 23 mai 2007, le conseil d'administration a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 juin 2007. Par ailleurs, au cours de sa réunion tenue le 1^{er} juin 2007, le conseil d'administration a annoncé le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2007 aux actionnaires inscrits en date du 3 juillet 2007.

L'actif administré s'élevait à 15,2 milliards \$ au 30 avril 2007, comparativement à 14,7 milliards \$ au 31 octobre 2006 et 15,0 milliards \$ au 30 avril 2006. Cette augmentation est attribuable à la croissance des régimes enregistrés d'épargne retraite autogérés et des fonds communs de placement administrés, elle-même attribuable à une réévaluation du marché et au développement des affaires.

Adoption des normes comptables de l'ICCA, intitulées *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu*

Le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA portant sur les instruments financiers. L'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur les capitaux propres au 1^{er} novembre 2006 était principalement attribuable au reclassement des gains et pertes latents, soit un montant de 21,7 millions \$, liés à des relations de couverture. L'incidence sur le bénéfice net du premier trimestre et sur le bénéfice net du premier semestre 2007 n'était pas significative. Les états financiers présentés pour fins de comparaison n'ont pas été retraités, conformément aux dispositions transitoires.

La note 1 des états financiers consolidés intermédiaires offre de plus amples renseignements sur les nouvelles normes comptables, ainsi que sur l'effet de leur adoption.

Aux fins du calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque a considéré que le bénéfice net représentait la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure des capitaux propres. Le calcul de la valeur comptable sera également établi en fonction des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu.

INFORMATION SECTORIELLE

Tous les secteurs d'activité ont enregistré une amélioration de leurs revenus pour le deuxième trimestre 2007 par rapport au deuxième trimestre 2006, ce qui s'est traduit par une augmentation globale de la rentabilité de la Banque. Le gain réalisé grâce à la vente d'une partie des actions de la Bourse de Montréal détenues par la Banque a contribué à la solide performance de Valeurs mobilières Banque Laurentienne pour ce trimestre; les Services financiers aux entreprises et B2B Trust, pour leur part, ont bénéficié de la réduction des pertes sur prêts. Le secteur Autres, malgré une baisse de son revenu net déclaré, a enregistré d'excellents résultats pour le deuxième trimestre 2007, principalement en raison de l'amélioration significative de son revenu net d'intérêt.

Le fait que le deuxième trimestre 2007 était plus court que le premier trimestre 2007, a influé sur le revenu net des secteurs d'activité, dans l'ensemble.

Contributions au revenu net

EN MILLIONS DE DOLLARS	SERVICES FINANCIERS AUX PARTICULIERS	SERVICES FINANCIERS AUX ENTREPRISES	B2B TRUST	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE	AUTRES	TOTAL ¹
T2 2007						
Bénéfice net	6,8 \$	6,0 \$	7,1 \$	5,3 \$	(4,6) \$	20,7 \$
	27 %	24 %	28 %	21 %	s.o.	100 %
T1 2007						
Bénéfice net	9,3 \$	6,4 \$	7,4 \$	1,0 \$	(3,5) \$	20,6 \$
	39 %	26 %	31 %	4 %	s.o.	100 %
T2 2006						
Bénéfice net	7,1 \$	4,6 \$	5,7 \$	1,1 \$	6,1 \$	24,6 \$
	38 %	25 %	31 %	6 %	s.o.	100 %

¹ Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Services financiers aux particuliers

Les résultats du secteur Services financiers aux particuliers indiquaient une légère baisse du bénéfice net qui s'établissait à 6,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006.

L'augmentation de 2,5 millions \$ du revenu net d'intérêt reflète la croissance des portefeuilles de prêts et de dépôts. Les autres revenus ont également augmenté, de 2,3 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des revenus tirés des ventes de fonds communs de placement, ainsi qu'à l'augmentation des commissions sur dépôts et cartes de crédit Visa. En raison de la détérioration de certains portefeuilles de prêts personnels, les pertes sur prêts pour le deuxième trimestre 2007, d'un montant de 6,7 millions \$, ont été plus importantes que pour le deuxième trimestre 2006. Néanmoins, le niveau de pertes sur prêts demeure acceptable.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté à 74,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 70,2 millions \$ pour la même période en 2006. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation de la charge des salaires à la suite de l'expansion des services bancaires aux particuliers, conjuguée à l'augmentation normale des salaires. Des frais de publicité plus élevés ont également contribué à cette augmentation des frais.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 1,9 million \$ (taux d'imposition effectif : 22,2 %) pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 3,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 33,3 %) pour le deuxième trimestre 2006. Cette baisse est essentiellement attribuable aux impôts réduits sur les bénéfices liés aux opérations d'assurance crédit.

Cette année encore, la Banque a atteint de nouveaux sommets au cours de sa campagne REER, avec des contributions excédant de 4 % celles de 2006. De nouveaux produits ont été offerts et une attention particulière a été accordée afin de conseiller les clients pour qu'ils aient une meilleure vue d'ensemble de leurs besoins financiers au moment de la retraite.

L'un des faits marquants du deuxième trimestre 2007 aura sans doute été le classement au 3^e rang du nouveau site Internet de la Banque selon une étude des sites Internet des 500 plus importantes entreprises québécoises réalisée par le Groupe Secor et publiée dans la revue *Commerce*. Le site Internet de la Banque Laurentienne a fait l'objet d'une refonte majeure au cours de la dernière année et constitue aujourd'hui un outil plus complet, reflétant encore plus fidèlement l'image et le dynamisme de la Banque, ainsi que son approche fondée sur la simplicité et la proximité.

La Banque a par ailleurs tiré parti de son partenariat exclusif avec le métro de Montréal et installé des guichets automatiques dans les trois nouvelles stations du métro ayant été ouvertes en mai à Laval, ce qui porte à 24 le nombre de guichets mis en service dans le métro. La présence de la Banque dans le métro de Montréal permet également d'optimiser le concept de proximité et d'accessibilité.

Services financiers aux entreprises

Le bénéfice net des Services financiers aux entreprises a augmenté de plus de 30 % pour le deuxième trimestre 2007, et s'établissait à 6,0 millions \$ comparativement à 4,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Le revenu total a augmenté de 1,3 million \$, d'un exercice financier à l'autre, principalement en raison de la croissance des volumes de prêts et du gain de 0,4 million \$ réalisé grâce à la titrisation de prêts hypothécaires commerciaux.

Les pertes sur prêts s'élevaient à 2,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, alors qu'elles s'élevaient à 3,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Cette diminution reflète l'amélioration de la qualité des portefeuilles, toujours soutenue par la solide performance de l'économie canadienne.

L'augmentation de 0,8 million \$ des frais autres que d'intérêt, par rapport au deuxième trimestre 2006, est attribuable principalement à l'augmentation du nombre d'employés, ainsi qu'à l'augmentation de la rémunération variable.

Les prêts moyens du secteur d'activité ont augmenté de 7 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, principalement à cause de la solide performance du groupe Financement immobilier, lequel a augmenté son portefeuille de 17 % au cours de cette période.

B2B Trust

Le bénéfice net de B2B Trust a augmenté de 24 % et s'élevait à 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 5,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. L'augmentation des volumes de prêts moyens, de 237 millions \$, et l'augmentation des volumes de dépôts moyens, de 190 millions \$, ont contribué directement à l'amélioration du revenu net d'intérêt, plus que contrebalançant la diminution des revenus tirés des régimes de retraite autogérés.

Pour le deuxième trimestre 2007, les pertes sur prêts, survenues essentiellement dans un portefeuille de marges de crédit personnelles, s'établissaient à 1,0 million \$, un résultat nettement meilleur que lors de la même période en 2006, alors que les pertes sur prêts s'élevaient à 1,4 million \$. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables pour le deuxième trimestre 2007, s'établissant à 10,8 millions \$, comparativement à 11,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006.

Les prêts à l'investissement fournis par B2B Trust ont également produit d'excellents résultats, alors qu'ils connaissaient une augmentation de 254 millions \$, ou 19 % depuis avril 2006. Au cours du deuxième trimestre 2007, B2B Trust a d'ailleurs lancé une nouvelle offensive dans ce domaine, en offrant un taux promotionnel très bas sur ses prêts à l'investissement de moins de 50 000 \$. Cette initiative a été conçue afin de permettre aux clients de tirer pleinement profit des occasions d'investissement offertes par les marchés après la saison des REER.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré sa contribution au bénéfice net pour le deuxième trimestre 2007, la portant à 5,3 millions \$, comparativement à 1,1 million \$ pour le deuxième trimestre 2006. Cette solide performance est liée principalement au gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé grâce à la vente d'une partie des actions de la Bourse de Montréal détenues par la Banque. Même en excluant cette transaction, la contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne a connu une augmentation de 0,5 million \$, ou 45 %, alors que le courtage institutionnel a réalisé un meilleur rendement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté à 8,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à 7,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Cette augmentation découle principalement de l'embauche de plusieurs nouveaux employés au cours des douze derniers mois.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne poursuit ainsi sa croissance à un rythme soutenu. Les actifs administrés ont augmenté de 9 % au cours de l'année. De plus, et alors que la division Institutionnel continue d'améliorer sa performance, la division Courtage aux particuliers commence à bénéficier progressivement des importants investissements réalisés afin d'en augmenter l'équipe et d'ouvrir de nouveaux bureaux.

Autres

Le secteur d'activité Autres a déclaré une contribution négative de 4,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à une contribution positive de 6,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006. Excluant les éléments spéciaux mentionnés ci-dessus, la performance du secteur Autres s'est améliorée :

- Le revenu net d'intérêt a augmenté de 4,9 millions \$ et s'établissait à (4,1) millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, comparativement à (9,0) millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, un résultat attribuable principalement aux efforts soutenus destinés à l'amélioration de la gestion des liquidités et de l'actif et du passif.
- Les autres revenus, soit 1,7 million \$ pour le deuxième trimestre 2007, incluaient des pertes de 4,3 millions \$ dans le portefeuille de titres à revenu fixe. En excluant ces pertes, les autres revenus se seraient élevés à 6,0 millions \$, se comparant ainsi encore avantageusement aux autres revenus pour le deuxième trimestre 2006, soit 5,2 millions \$.
- En 2006, il y avait un ajustement d'impôts positif net de 10,7 millions \$ découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal.

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION (NON VÉRIFIÉES)	2007				2006			2005
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu total	145,7 \$	141,6 \$	137,1 \$	138,0 \$	131,0 \$	133,7 \$	135,9 \$	133,0 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	20,7	20,6	18,1	6,2	24,6	16,7	17,4	15,2
Bénéfice net	20,7	20,6	22,6	6,2	24,6	17,0	21,6	15,8
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,75	0,74	0,65	0,13	0,92	0,58	0,61	0,52
dilué	0,75	0,74	0,65	0,13	0,91	0,58	0,61	0,52
Résultat par action ordinaire de base	0,75	0,74	0,84	0,13	0,92	0,59	0,79	0,54
dilué	0,75	0,74	0,84	0,13	0,91	0,59	0,79	0,54
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,7 %	9,4 %	10,8 %	1,7 %	12,5 %	7,9 %	10,6 %	7,4 %
Actif au bilan	17 809 \$	17 177 \$	17 296 \$	17 062 \$	17 307 \$	16 742 \$	16 507 \$	16 125 \$

NOUVEAU RÉGIME D'IMPOSITION DES DIVIDENDES

Le 1^{er} janvier 2006, le gouvernement fédéral a instauré un nouveau régime d'imposition des dividendes versés par les sociétés canadiennes à leurs actionnaires. Selon les dispositions de ce régime, le taux d'impôt sur le revenu fédéral le plus élevé touchant les particuliers (investisseurs) sur les dividendes déterminés a été réduit de 5 % en 2006. Certaines provinces se sont harmonisées aux nouvelles règles fédérales concernant ces dividendes.

Les dividendes déterminés comprennent généralement les dividendes versés après 2005 par des sociétés canadiennes à partir du revenu assujéti au taux général d'impôt des sociétés. Pour 2006, tous les dividendes versés par la Banque Laurentienne sur les actions ordinaires et privilégiées sont considérés comme des dividendes déterminés. Pour l'année 2007, la désignation des dividendes comme déterminés ou non déterminés sera effectuée à chacune des dates de déclaration des dividendes sur les actions. Tous les dividendes déclarés le 23 mai et le 1^{er} juin 2007 sont considérés comme des dividendes déterminés aux fins de l'impôt sur le revenu.

Les actionnaires de la Banque Laurentienne sont invités à communiquer avec un conseiller en fiscalité afin d'obtenir des conseils ou de plus amples renseignements à ce sujet.

RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce rapport avant sa publication. Les mécanismes et procédures de contrôle de la divulgation financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Laurentienne soient fidèlement présentés.



L. DENIS DESAUTELS, O.C.
Président du conseil



RÉJEAN ROBITAILLE
Président et chef de la direction

Montréal, le 1^{er} juin 2007

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La Banque peut à l'occasion, dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, faire des énoncés prospectifs au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, écrits ou oraux, y compris des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « devraient », « pourraient », etc. De par leur nature, ces énoncés prospectifs sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	T2-07	T2-06	VARIATION	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES		
				30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006	VARIATION
Résultats						
Bénéfice net	20,7 \$	24,6 \$	(16)%	41,2 \$	41,6 \$	(1)%
Bénéfice découlant des activités poursuivies	20,7 \$	24,6 \$	(16)%	41,2 \$	41,3 \$	- %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	17,7 \$	21,6 \$	(18)%	35,2 \$	35,6 \$	(1)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,7 %	12,5 %		9,6 %	10,1 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	0,75 \$	0,91 \$	(18)%	1,49 \$	1,51 \$	(1)%
Résultat dilué découlant des activités poursuivies	0,75 \$	0,91 \$	(18)%	1,49 \$	1,49 \$	- %
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %	0,58 \$	0,58 \$	- %
Valeur comptable				31,95 \$	30,78 \$	4 %
Cours de l'action – clôture				32,24 \$	32,58 \$	(1)%
Situation financière						
Actif au bilan				17 809 \$	17 307 \$	3 %
Actif administré				15 206 \$	14 954 \$	2 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net				13 766 \$	12 896 \$	7 %
Dépôts de particuliers				11 251 \$	10 892 \$	3 %
Capitaux propres et débetures				1 113 \$	1 237 \$	(10)%
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 642	23 613	- %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente				(0,1)%	- %	
Actif pondéré en fonction des risques				8 991 \$	8 612 \$	4 %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				10,1 %	10,3 %	
Ratio BRI total				12,3 %	13,9 %	
Ratio actif / fonds propres				16,2 x	14,6 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques				7,6 %	7,6 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				13,1 x	11,5 x	
Valeur au marché / valeur comptable				101 %	106 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,60 %	3,56 %		3,60 %	3,56 %	
Ratio du dividende versé	38,8 %	31,6 %		38,9 %	38,4 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,34 %	2,11 %		2,31 %	2,11 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,25 %	0,25 %		0,24 %	0,24 %	
Bénéfice net	0,51 %	0,61 %		0,50 %	0,50 %	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,43 %	0,53 %		0,43 %	0,43 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	34,4 %	34,6 %		33,6 %	34,4 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	74,8 %	76,3 %		74,2 %	76,6 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 300	3 230	
Nombre de succursales				158	157	
Nombre de guichets automatiques				337	318	

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	30 AVRIL 2007 ¹	31 OCTOBRE 2006	31 JANVIER 2006
ACTIF				
Liquidités				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		66 511 \$	70 907 \$	52 174 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		218 185	98 722	344 347
		<u>284 696</u>	<u>169 629</u>	<u>396 521</u>
Valeurs mobilières				
Portefeuille de titres disponibles à la vente		1 300 429	-	-
Portefeuille de titres détenus à des fins de transaction		1 124 736	1 675 058	1 657 575
Portefeuille de titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction		489 210	-	-
Portefeuille de placement		-	1 567 222	1 547 834
		<u>2 914 375</u>	<u>3 242 280</u>	<u>3 205 409</u>
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente				
		<u>1 011 208</u>	<u>802 546</u>	<u>1 050 507</u>
Prêts				
	3 ET 4			
Personnels		4 315 553	4 168 026	4 099 860
Hypothécaires résidentiels		6 266 251	5 985 656	5 632 871
Hypothécaires commerciaux		677 383	659 014	598 505
Commerciaux et autres		1 453 814	1 476 977	1 530 424
		<u>12 713 001</u>	<u>12 289 673</u>	<u>11 861 660</u>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		<u>(120 311)</u>	<u>(125 153)</u>	<u>(127 913)</u>
		<u>12 592 690</u>	<u>12 164 520</u>	<u>11 733 747</u>
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		161 676	149 818	111 778
Immobilisations corporelles		119 248	111 291	98 414
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		53 724	96 980	148 080
Actifs d'impôts futurs	8	100 812	101 048	114 069
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		14 724	15 333	15 942
Autres éléments d'actif		502 343	388 724	378 865
		<u>1 006 317</u>	<u>916 984</u>	<u>920 938</u>
		<u>17 809 286 \$</u>	<u>17 295 959 \$</u>	<u>17 307 122 \$</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		11 250 950 \$	10 949 473 \$	10 891 554 \$
Entreprises, banques et autres		2 244 945	2 145 028	2 216 302
		<u>13 495 895</u>	<u>13 094 501</u>	<u>13 107 856</u>
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		907 998	1 077 009	1 267 123
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		1 307 172	1 100 385	753 129
Acceptations		161 676	149 818	111 778
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		67 571	81 807	141 652
Autres éléments de passif		755 699	696 019	688 828
		<u>3 200 116</u>	<u>3 105 038</u>	<u>2 962 510</u>
Débitures subordonnées				
		<u>150 000</u>	<u>150 000</u>	<u>300 000</u>
Capitaux propres				
Actions privilégiées	5	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	5	251 667	251 158	250 948
Surplus d'apport		45	518	295
Bénéfices non répartis		503 674	485 334	476 103
Actions de trésorerie	5	-	(590)	(590)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1	(2 111)	-	-
		<u>963 275</u>	<u>946 420</u>	<u>936 756</u>
		<u>17 809 286 \$</u>	<u>17 295 959 \$</u>	<u>17 307 122 \$</u>

1 Modifications de conventions comptables liées aux instruments financiers. Se reporter à la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006 ¹	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006 ¹
Revenu d'intérêt						
Prêts		198 582 \$	201 690 \$	180 062 \$	400 272 \$	360 369 \$
Valeurs mobilières		15 468	16 142	16 802	31 610	33 520
Dépôts auprès d'autres banques		3 347	1 885	3 893	5 232	5 593
		217 397	219 717	200 757	437 114	399 482
Frais d'intérêt						
Dépôts et autres éléments de passif		120 004	122 569	110 352	242 573	218 157
Débiteures subordonnées		1 887	1 951	4 721	3 838	7 692
		121 891	124 520	115 073	246 411	225 849
Revenu net d'intérêt						
Provision pour pertes sur prêts	3	95 506	95 197	85 684	190 703	173 633
		10 000	10 000	10 000	20 000	20 000
		85 506	85 197	75 684	170 703	153 633
Autres revenus						
Frais et commissions sur prêts et dépôts		21 607	21 570	20 212	43 177	41 256
Activités de courtage		9 693	8 548	8 280	18 241	15 502
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		4 274	4 584	2 889	8 858	5 936
Revenus d'assurance crédit		3 030	3 582	3 249	6 612	6 225
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		3 318	3 074	2 636	6 392	5 009
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 572	2 359	2 893	4 931	5 650
Revenus de titrisation		3 215	560	3 554	3 775	6 692
Gain sur cession		-	-	-	-	931
Autres		2 456	2 117	1 587	4 573	3 889
		50 165	46 394	45 300	96 559	91 090
		135 671	131 591	120 984	267 262	244 723
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages sociaux		58 120	56 266	50 374	114 386	104 653
Frais d'occupation de locaux et technologie		28 568	26 756	27 250	55 324	54 060
Autres		22 263	21 307	22 365	43 570	44 039
		108 951	104 329	99 989	213 280	202 752
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices						
		26 720	27 262	20 995	53 982	41 971
Impôts sur les bénéfices (récupération)	8	6 067	6 706	(3 610)	12 773	707
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices						
		20 653	20 556	24 605	41 209	41 264
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices						
	2	-	-	30	-	354
Bénéfice net						
		20 653 \$	20 556 \$	24 635 \$	41 209 \$	41 618 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents						
		2 990	2 990	2 987	5 980	5 969
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires						
		17 663 \$	17 566 \$	21 648 \$	35 229 \$	35 649 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)						
de base		23 638	23 627	23 612	23 633	23 596
dilué		23 685	23 656	23 673	23 670	23 656
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies						
de base		0,75 \$	0,74 \$	0,92 \$	1,49 \$	1,50 \$
dilué		0,75 \$	0,74 \$	0,91 \$	1,49 \$	1,49 \$
Résultat net par action ordinaire						
de base		0,75 \$	0,74 \$	0,92 \$	1,49 \$	1,51 \$
dilué		0,75 \$	0,74 \$	0,91 \$	1,49 \$	1,51 \$

1 Les chiffres ont été retraités par suite de la comptabilisation sur une base brute des revenus relatifs aux activités de courtage. Se reporter à la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LE		POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE
		30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2007
Bénéfice net		20 653 \$	20 556 \$	41 209 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	1			
Variation des gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente		19 719	(427)	19 292
Reclassement aux résultats des gains et pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		(1 701)	247	(1 454)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(1 039)	(358)	(1 397)
		16 979	(538)	16 441
Résultat étendu		37 632 \$	20 018 \$	57 650 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	5		
Solde au début de la période		251 158	249 633
Émissions au cours de la période		509	1 315
Solde à la fin de la période		251 667	250 948
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		518	73
Rémunération à base d'actions	6	(473)	222
Solde à la fin de la période		45	295
Bénéfices non répartis			
Solde déjà établi au début de la période		485 334	454 124
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices	1	(3 185)	-
Solde redressé au début de la période		482 149	454 124
Bénéfice net		41 209	41 618
Dividendes		(5 980)	(5 969)
Actions ordinaires		(13 704)	(13 670)
Solde à la fin de la période		503 674	476 103
Actions de trésorerie			
Solde au début de la période		(590)	(590)
Attribution d'actions	6	590	-
Solde à la fin de la période		-	(590)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1		
Solde au début de la période		-	-
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices		(18 552)	-
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		16 441	-
Solde à la fin de la période		(2 111)	-
Capitaux propres		963 275 \$	936 756 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice net		20 653 \$	20 556 \$	24 635 \$	41 209 \$	41 618 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provision pour pertes sur prêts		10 000	10 000	10 000	20 000	20 000
Gains sur les activités de titrisation	4	(2 625)	-	(2 664)	(2 625)	(4 910)
Perte nette (gain net) sur disposition d'immobilisations corporelles		(277)	(103)	28	(380)	26
Gain net découlant des activités abandonnées	2	-	-	(46)	-	(533)
Gain sur cessions		-	-	-	-	(931)
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		4 386	(1 304)	(1 470)	3 082	1 646
Impôts futurs		4 353	5 687	(7 311)	10 040	(7 614)
Amortissements		7 119	6 874	6 654	13 993	13 461
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de transaction		457 788	(257 353)	(280 162)	200 435	(575 456)
Variation des intérêts courus à recevoir		(7 849)	11 067	(4 283)	3 218	6 871
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		24 306	18 950	(9 253)	43 256	(4 627)
Variation des intérêts courus à payer		(19 109)	14 151	470	(4 958)	6 982
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		(18 778)	4 542	23 261	(14 236)	36 326
Autres, net		(46 991)	(30 093)	23 811	(77 084)	83 431
		432 976	(197 026)	(216 330)	235 950	(383 710)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Variation nette des dépôts		327 785	73 609	(192 609)	401 394	(589 082)
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		(450 416)	281 405	313 243	(169 011)	541 060
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		717 605	(510 818)	480 057	206 787	693 064
Émission de débentures subordonnées		-	-	-	-	150 000
Émissions d'actions ordinaires		237	272	425	509	1 315
Dividendes, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents		(9 846)	(9 838)	(9 822)	(19 684)	(19 639)
		585 365	(165 370)	591 294	419 995	776 718
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction						
Acquisitions		(2 703 298)	(1 735 019)	-	(4 438 317)	-
Produit à la vente		2 317 896	2 258 763	-	4 576 659	-
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement						
Acquisitions		-	-	(3 371 757)	-	(8 017 202)
Produit à la vente et à l'échéance		-	-	3 437 335	-	8 326 009
Variation des prêts		(424 793)	(202 911)	(386 887)	(627 704)	(583 900)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		(424 241)	215 579	(375 934)	(208 662)	(542 434)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		177 857	-	297 614	177 857	520 809
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(9 059)	(12 876)	(9 114)	(21 935)	(17 562)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		401	823	5	1 224	405
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		34 067	(153 530)	22 610	(119 463)	(84 556)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'une filiale		-	-	-	-	(140)
		(1 031 170)	370 829	(386 128)	(660 341)	(398 571)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		(12 829)	8 433	(11 164)	(4 396)	(5 563)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		79 340	70 907	63 338	70 907	57 737
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		66 511 \$	79 340 \$	52 174 \$	66 511 \$	52 174 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :						
Intérêts versés au cours de la période		152 193 \$	107 120 \$	116 890 \$	259 313 \$	221 677 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		1 094 \$	8 096 \$	5 428 \$	9 190 \$	13 331 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2006. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2006. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Revenus liés aux activités de courtage

Les données des autres revenus pour 2006 ont été ajustées afin de refléter la présentation des résultats des activités de courtage à leur montant brut, alors qu'auparavant, ils étaient présentés nets des commissions et des frais autres que d'intérêt. L'effet des montants retraités se détaille comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2006	POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2006
Ajustements pour 2006		
Autres revenus – Activités de courtage	2 468 \$	4 701 \$
Frais autres que d'intérêt – Salaires et avantages sociaux	2 114 \$	4 051 \$
Frais autres que d'intérêt – Frais d'occupation de locaux et technologie	354 \$	650 \$

1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Le 1^{er} avril 2005, l'ICCA a publié les normes comptables intitulées *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Instruments financiers – informations à fournir et présentation, Couvertures et Résultat étendu*. La Banque a adopté ces nouvelles normes le 1^{er} novembre 2006, de manière prospective. Par conséquent, les états financiers présentés pour fin de comparaison n'ont pas été retraités, conformément aux dispositions transitoires prévues. L'incidence comptable de ces nouvelles normes sur les états financiers de la Banque est présentée ci-après.

Chapitre 3855, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu du chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, tous les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés en date de règlement à la juste valeur au bilan consolidé. Par la suite, ils sont réévalués à la juste valeur à l'exception des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des passifs financiers détenus à des fins autres que de transaction, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Les gains et les pertes réalisés et latents sur les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont constatés immédiatement à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers. Les gains latents et les pertes latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'au moment de leur réalisation. Lorsqu'ils sont réalisés, ils sont constatés à l'état consolidé des résultats. Le revenu d'intérêt gagné, l'amortissement des primes et escomptes ainsi que les dividendes reçus sont inclus dans le revenu d'intérêt. Le revenu d'intérêt sur les prêts est comptabilisé selon la comptabilité d'exercice. Les commissions reçues et honoraires de montage relatifs aux prêts, y compris les charges de restructuration et de renégociation, sont généralement imputés au revenu d'intérêt sur la durée de ces prêts. Les frais d'origination et autres frais payés sont imputés en réduction du revenu d'intérêt sur la durée des prêts. Les frais perçus en raison du remboursement anticipé de prêts sont inclus dans le revenu d'intérêt lorsque les prêts sont réglés. Les coûts de transaction, frais d'origination et autres frais associés aux instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction, sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les coûts de transaction, frais d'origination et autres frais associés à l'acquisition d'instruments financiers disponibles à la vente et d'autres passifs financiers sont ajoutés au coût initial de l'instrument.

Tous les instruments financiers dérivés sont présentés à la juste valeur au bilan consolidé, y compris les instruments dérivés intégrés dans d'autres contrats qui ne sont pas considérés comme étant étroitement liés aux contrats hôtes.

Les instruments financiers dérivés utilisés afin de gérer les risques de la Banque à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans les frais d'intérêt à l'état consolidé des résultats. Lorsque ces instruments financiers dérivés ne satisfont pas aux exigences de la comptabilité de couverture, tel que discuté ci-dessous, les gains et les pertes réalisés et latents qui en résultent sont immédiatement constatés dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers.

Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et latents qui en résultent sont également constatés dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers.

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la constatation initiale est généralement le prix de la transaction, c.-à-d. la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Dans certains cas, la juste valeur initiale peut être fondée sur d'autres transactions observables sur les marchés pour le même instrument ou sur une autre technique d'évaluation dont les variables comprennent uniquement des données provenant de marchés observables.

Après la constatation initiale, les justes valeurs d'instruments financiers qui sont cotés sur des marchés actifs sont généralement fondés sur les cours acheteurs, pour les actifs financiers détenus, et sur les cours vendeurs, pour les passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, les justes valeurs sont déterminées au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix de marché actuels et, le cas échéant, les prix contractuels des instruments sous-jacents, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont généralement déterminées au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent certaines données observables et non observables, dont notamment les prix de marché actuels et les prix contractuels des instruments sous-jacents, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Le chapitre 3855 permet également à une entité de désigner volontairement un instrument financier comme étant détenu à des fins de transaction. La Banque choisit cette option d'évaluation à la juste valeur :

- lorsque la désignation volontaire permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont évalués différemment, ou que les gains et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés différemment; et
- lorsqu'il est possible de déterminer avec fiabilité la juste valeur des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction.

Les instruments qui sont classés comme détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur sont assujettis à certaines conditions et exigences additionnelles établies par le BSIF.

Chapitre 3865, Couvertures

Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine, pour chaque instrument financier dérivé, si la comptabilité de couverture est appropriée. Le cas échéant, la Banque documente la relation de couverture en bonne et due forme, y compris le type de couverture, soit la couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, l'identification de l'élément couvert, l'objectif de gestion du risque, la stratégie de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera utilisée. L'instrument financier dérivé doit être grandement efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. L'efficacité est généralement réévaluée mensuellement au moyen de modèles de régressions statistiques.

Couverture de juste valeur

Les opérations de couverture de juste valeur comprennent principalement des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir les variations de la juste valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes.

Les instruments financiers dérivés efficaces, détenus à des fins de couverture de juste valeur, sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont constatées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert sont aussi constatées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers, moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts au bilan consolidé. S'il s'avère que la relation de couverture cesse d'être efficace, ou si l'élément de couverture est cédé ou résilié, la comptabilité de couverture cesse, de manière prospective. L'ajustement cumulatif de la valeur comptable de l'élément couvert lié à une relation de couverture qui cesse d'être efficace est constaté dans le revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. En outre, si l'élément couvert est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse également, et l'ajustement cumulatif de la valeur comptable de l'élément couvert est alors immédiatement constaté dans les autres revenus.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie comprennent principalement des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable.

Les instruments financiers dérivés efficaces, détenus à des fins de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur liées à la portion efficace de la couverture sont constatées dans les autres éléments du résultat étendu. Les variations de la juste valeur liées à la portion inefficace de la couverture sont constatées immédiatement à l'état consolidé des résultats. Les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassées à l'état consolidé des résultats, dans le revenu net d'intérêt, au cours des périodes où les flux de trésorerie constituant l'élément couvert influent sur les résultats. S'il s'avère que la relation de couverture cesse d'être efficace, ou si l'élément de couverture est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse, de manière prospective. Les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu relatives à une relation de couverture de flux de trésorerie qui cesse d'être efficace sont reclassées à l'état consolidé des résultats, dans le revenu net d'intérêt, au cours des périodes où les flux de trésorerie constituant l'élément couvert influent sur les résultats. En outre, si l'élément couvert est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse également, et les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu connexes sont alors immédiatement reclassées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus.

Autres considérations

Il demeure toujours possible de désigner les instruments financiers dérivés pour lesquels la Banque a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la nouvelle désignation, toute juste valeur antérieurement constatée au bilan consolidé sera amortie par imputation aux autres revenus sur la durée résiduelle de l'instrument financier dérivé.

Chapitre 1530, Résultat étendu

Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, exige la présentation d'un nouvel état consolidé du résultat étendu et du montant cumulé des autres éléments du résultat étendu sous une rubrique distincte des capitaux propres du bilan consolidé. L'état consolidé du résultat étendu présente le bénéfice net, de même que les autres éléments du résultat étendu : les gains et pertes latents sur les instruments financiers disponibles à la vente, la portion efficace des variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et le solde à reclasser à l'état consolidé des résultats découlant de relations de couverture de flux de trésorerie interrompues.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

INCIDENCE DE L'ADOPTION DES CHAPITRES 3855, 3865 ET 1530

L'adoption des chapitres 3855, 3865 et 1530 a eu l'incidence suivante sur certains éléments du bilan consolidé de la Banque :

- a) le reclassement des titres du portefeuille de placement en valeurs mobilières dans les nouvelles catégories d'actifs financiers, à savoir, les *titres disponibles à la vente*, les *titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction* et les *titres détenus jusqu'à leur échéance*, moyennant des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu;
- b) le reclassement des soldes au bilan consolidé afin de refléter les nouvelles normes comptables relatives à la comptabilité de couverture, moyennant des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Ces éléments sont détaillés ci-dessous.

Rapprochement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis

EN MILLIERS DE DOLLARS

Solde des bénéfices non répartis tel que publié au 31 octobre 2006, avant l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	485 334 \$
Ajustements, net des impôts sur les bénéfices :	
Valeurs mobilières désignées comme étant détenues à des fins de transaction	1 061
Opérations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appropriée et autres éléments	<u>(4 246)</u>
Total des ajustements	<u>(3 185)</u>
Solde des bénéfices non répartis au 1 ^{er} novembre 2006, après l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	482 149 \$

Rapprochement du solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS

Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 octobre 2006, avant l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	- \$
Ajustements, nets des impôts sur les bénéfices :	
Valeurs mobilières disponibles à la vente	(2 620)
Comptabilité de couverture	<u>(15 932)</u>
Total des ajustements	<u>(18 552)</u>
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu en date du 1 ^{er} novembre 2006, après l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	(18 552)\$

a) Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières du **portefeuille de placement** ont été reclassées dans les nouvelles catégories d'actifs financiers suivantes :

- *Titres disponibles à la vente* – La réévaluation reflétant les gains latents et pertes latentes sur ces titres a donné lieu à une réduction du cumul des autres éléments du résultat étendu de 3 906 000 \$ (2 620 000 \$, nets des impôts).
- *Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction* – La réévaluation reflétant les gains latents et les pertes latentes sur ces titres a donné lieu à une augmentation du solde des bénéfices non répartis d'ouverture de 1 581 000 \$ (1 061 000 \$, nets des impôts).
- Aucun titre du portefeuille de placement n'a été reclassé parmi les titres détenus jusqu'à l'échéance, ou transféré dans le portefeuille de titres détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous résume les reclassements apportés au portefeuille de placement par suite de l'application initiale du chapitre 3855.

	SOLDES AU BILAN CONSOLIDÉ AVANT L'APPLICATION INITIALE DU CHAPITRE 3855, TELS QUE PUBLIÉS AU 31 OCTOBRE 2006		SOLDES AU BILAN CONSOLIDÉ APRÈS L'APPLICATION INITIALE DU CHAPITRE 3855, AU 1 ^{ER} NOVEMBRE 2006	
	PORTEFEUILLE DE PLACEMENT	PORTEFEUILLE DE TITRES DÉSIGNÉS COMME ÉTANT DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (A)	PORTEFEUILLE DE TITRES DISPONIBLES À LA VENTE (B)	TOTAL DES TITRES AUTRES QUE DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION ¹ (A+B)
EN MILLIERS DE DOLLARS				
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	1 277 679 \$	13 796 \$	1 260 467 \$	1 274 263 \$
par des provinces	2 674	–	2 672	2 672
Autres titres d'emprunt	196 312	165 720	30 818	196 538
Actions privilégiées	56 556	–	56 678	56 678
Actions ordinaires et autres	34 001	–	35 049	35 049
	<u>1 567 222 \$</u>	<u>179 516 \$</u>	<u>1 385 684 \$</u>	<u>1 565 200 \$</u>

1 Ces montants comprennent maintenant les gains latents et pertes latentes non antérieurement constatés dans le portefeuille de placement au 31 octobre 2006.

Les valeurs mobilières du **portefeuille de négociation** ont été reclassées dans le portefeuille des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction sans incidence sur les soldes du bilan consolidé d'ouverture.

b) Comptabilité de couvertures

Couvertures de justes valeurs

Les gains et pertes reportés relatifs à des relations de couverture de juste valeur ont été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les variations antérieures de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert ont aussi été comptabilisées dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts au bilan consolidé. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis puisqu'elles se compensaient au 1^{er} novembre 2006.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Couverture de flux de trésorerie

L'adoption du chapitre 3865 a donné lieu à un ajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu de (23 750 000)\$ ((15 932 000)\$, nets des impôts), correspondant à la perte latente nette liée à des swaps de taux d'intérêts désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie de 14 075 000 \$ (9 442 000 \$, net des impôts) et à des pertes reportées de 9 675 000 \$ (6 490 000 \$, nets des impôts) provenant de relations de couverture ayant été interrompues antérieurement devant être amorties.

Cessation de relation de couverture impliquant des éléments de couverture autres que des dérivés et inefficacité cumulative des relations de couverture

En vertu du chapitre 3865, les relations de couverture de juste valeur à l'égard de valeurs mobilières dont l'élément de couverture n'est pas un instrument financier dérivé ne sont plus permises. De plus, l'inefficacité cumulative des relations de couverture doit être mesurée, et la portion inefficace des variations de juste valeur est constatée à l'état consolidé des résultats. Relativement à ces éléments, l'adoption du chapitre 3865 a donné lieu à une réduction de 6 337 000 \$ (4 246 000 \$, nets des impôts) du solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Inefficacité relative aux relations de couverture

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées dans l'état consolidé des résultats étaient de (92 000)\$ relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie, et de (22 000)\$ relativement aux relations de couverture de juste valeur.

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu, dans les capitaux propres.

	30 AVRIL 2007		1 ^{ER} NOVEMBRE 2006	
EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats désignés comme instruments de couverture				
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 096 000 \$	(12 549)\$	3 822 000 \$	(13 830)\$
Swaps servant de couverture de juste valeur	1 890 000	(2 964)	130 000	220
	4 986 000 \$	(15 513)\$	3 952 000 \$	(13 610)\$

Autres informations concernant les relations de couverture

Le montant net des pertes reportées présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2007, que la Banque prévoit reclasser à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois, s'élève à 4 846 000 \$.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 30 avril 2007.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2007, un gain de 176 000 \$ (une perte de 1 248 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007) a été constaté dans le revenu de négociation au titre des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 58 060 000 \$ comme détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 57 573 000 \$ est de 487 000 \$.

Autres éléments du résultat étendu

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	MONTANT NET DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	23 976 \$	(4 257)\$	19 719 \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	(1 430)	(271)	(1 701)
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	22 546	(4 528)	18 018
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1 565)	526	(1 039)
Autres éléments du résultat étendu	20 981 \$	(4 002)\$	16 979 \$

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	MONTANT NET DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	23 334 \$	(4 042)\$	19 292 \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	(1 063)	(391)	(1 454)
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	22 271	(4 433)	17 838
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2 138)	741	(1 397)
Autres éléments du résultat étendu	20 133 \$	(3 692)\$	16 441 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu

AU 30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	PERTES SUR TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au début de la période	- \$	- \$	- \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable, net des impôts sur les résultats	(15 932)	(2 620)	(18 552)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007	(358)	(180)	(538)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007	(1 039)	18 018	16 979
Solde à la fin de la période	(17 329)\$	15 218 \$	(2 111)\$

2. CESSIONS 2005

Cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a conclu la cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (BLCER) à Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance).

Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a reconnu un revenu de 187 000 \$ (124 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) relativement à la clause de récupération portant sur les fonds institutionnels sous gestion. De même, parallèlement à la cession de BLCER, la Banque a convenu de vendre les investissements sous forme de mise de fonds initiale dans des fonds communs de placement (investissements) qu'elle détenait. Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a complété la cession de ces investissements et a comptabilisé un revenu de 300 000 \$ (200 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) afin de constater les gains nets réalisés. Ces gains ont été entièrement attribués au secteur Autres.

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2006, la Banque a reconnu le produit de disposition de 5 183 000 \$ (4 422 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) relatif au niveau des ventes nettes de fonds communs de placement. Ce gain a été attribué au secteur Services financiers aux particuliers.

Résultat par action ordinaire découlant des activités abandonnées

EN DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
de base	- \$	- \$	- \$	- \$	0,01 \$
dilué	- \$	- \$	- \$	- \$	0,02 \$

3. PRÊTS PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2007				
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 315 553 \$	17 896 \$	6 739 \$	26 443 \$	33 182 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 266 251	15 678	1 449	4 534	5 983
Prêts hypothécaires commerciaux	677 383	6 532	2 645	3 907	6 552
Prêts commerciaux et autres	1 453 814	73 175	44 228	30 366	74 594
	12 713 001 \$	113 281 \$	55 061 \$	65 250 \$	120 311 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 OCTOBRE 2006				
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 168 026 \$	16 100 \$	5 659 \$	26 436 \$	32 095 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 985 656	16 501	3 479	4 771	8 250
Prêts hypothécaires commerciaux	659 014	8 393	3 472	2 471	5 943
Prêts commerciaux et autres	1 476 977	89 603	47 293	26 900	74 193
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 672	4 672
	12 289 673 \$	130 597 \$	59 903 \$	65 250 \$	125 153 \$

AU 30 AVRIL 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 099 860 \$	16 645 \$	5 762 \$	24 413 \$	30 175 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 632 871	10 322	3 703	4 627	8 330
Prêts hypothécaires commerciaux	598 505	12 118	5 561	3 548	9 109
Prêts commerciaux et autres	1 530 424	84 423	47 637	28 712	76 349
Provision générale non attribuée	-	-	-	3 950	3 950
	11 861 660 \$	123 508 \$	62 663 \$	65 250 \$	127 913 \$

PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL
2007 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	5 659 \$	3 479 \$	3 472 \$	47 293 \$	59 903 \$	64 556 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	14 413	286	195	5 106	20 000	20 000
Radiations	(15 456)	(2 332)	(1 024)	(8 264)	(27 076)	(23 424)
Recouvrements	2 123	16	2	93	2 234	1 942
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession d'une filiale	-	-	-	-	-	(411)
Solde en fin de période	6 739 \$	1 449 \$	2 645 \$	44 228 \$	55 061 \$	62 663 \$

PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL
2007 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	PROVISION GÉNÉRALE NON ATTRIBUÉE	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
Solde en début de période	26 436 \$	4 771 \$	2 471 \$	26 900 \$	4 672 \$	65 250 \$	65 250 \$
Variation au cours de la période	7	(237)	1 436	3 466	(4 672)	-	-
Solde en fin de période	26 443 \$	4 534 \$	3 907 \$	30 366 \$	- \$	65 250 \$	65 250 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste autres revenus.

Au cours du trimestre, la Banque a également titrisé des hypothèques commerciales pour 40 338 000 \$ (néant pour le trimestre terminé le 30 avril 2006), générant un gain de 424 000 \$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement aux hypothèques commerciales.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation réalisées par la Banque :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
Produit en espèces, net des frais liés					
aux transactions	136 777 \$	– \$	297 614 \$	136 777 \$	520 809 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	4 730	–	5 018	4 730	11 519
Passif de gestion	(1 091)	–	(1 964)	(1 091)	(3 668)
Compte de réserve	1 076	–	9 215	1 076	10 953
Autres	(1 157)	–	(390)	(1 157)	(2 774)
	140 335	–	309 493	140 335	536 839
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	138 134	–	306 829	138 134	531 929
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	2 201 \$	– \$	2 664 \$	2 201 \$	4 910 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

	30 AVRIL 2007
Taux de remboursement anticipé	22,0 %
Taux d'actualisation	4,65 %
Taux de pertes sur créances	0,05 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 1 052 147 000 \$ au 30 avril 2007 (1 079 026 000 \$ au 31 octobre 2006).

5. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 8 740 actions ordinaires (21 251 actions ordinaires au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2007) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 24 000 \$ (51 000 \$ au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2007).

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 30 AVRIL 2007		AU 31 OCTOBRE 2006	
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT
Actions privilégiées de catégorie A ¹				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 641 687	251 667 \$	23 620 436	251 158 \$
Actions de trésorerie	–	– \$	(20 000)	(590) \$

¹ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

6. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Programme d'unités d'actions restreintes

En vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 612 000 \$ a été convertie en 19 978 unités d'actions restreintes entièrement acquises au cours du premier trimestre de l'exercice 2007. La Banque a également contribué pour 11 987 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2009.

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du premier trimestre 2007, la Banque a octroyé 50 000 options d'achat d'actions avec un prix d'exercice de 29,47 \$, à une juste valeur de 4,55 \$ l'option. Une charge de 29 000 \$ a été comptabilisée relativement à cet octroi au cours du deuxième trimestre 2007, à la rubrique salaires et avantages sociaux (45 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007).

La juste valeur de ces options a été évaluée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle de Black et Scholes, en utilisant les hypothèses suivantes :

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2007	
Taux d'intérêt sans risque	4,10 %
Durée de vie prévue des options	7 ans
Volatilité prévue	19,60 %
Dividendes prévus	4,00 %

L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 30 AVRIL 2007	AU 31 OCTOBRE 2006
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	339 153	339 604
Pouvant être levées à la fin de la période	289 153	339 604

Octroi d'actions lié à la performance

Conformément à l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance, les droits concernant les 20 000 actions ordinaires ayant été octroyées en 2005 ont été acquis en janvier 2007, les objectifs ayant été atteints. En conséquence, les actions ont été émises à l'employé. Une charge de 72 000 \$ a été comptabilisée relativement à cette entente au cours du premier trimestre de 2007 à la rubrique salaires et avantages sociaux.

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
Charge liée aux régimes de retraite					
à prestations déterminées	4 022 \$	4 337 \$	4 542 \$	8 359 \$	9 235 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	735	695	645	1 430	1 223
Charge liée aux autres régimes	780	807	610	1 587	1 240
Total	5 537 \$	5 839 \$	5 797 \$	11 376 \$	11 698 \$

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, le taux d'imposition effectif était de 22,7 %. Ce plus faible taux d'impôt, comparativement au taux prévu par la loi d'environ 33 %, résulte en partie de l'imposition réduite de gain en capital pour 710 000 \$ et d'un ajustement favorable de 848 000 \$ relatif au rapatriement de bénéfices non répartis accumulés liés à des activités étrangères d'assurance crédit. Les investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, ainsi que la faible imposition des bénéfices tirés des opérations d'assurance crédit ont aussi permis de réduire le taux d'imposition effectif pour la période.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007, le taux d'imposition effectif était de 23,7 %. Le taux d'imposition inférieur pour 2007 résulte des éléments notés ci-dessus, de même qu'à l'ajustement de 900 000 \$ ayant été comptabilisé au cours du premier trimestre afin de refléter l'augmentation de la valeur de l'actif d'impôt futur à la suite de l'adoption, en décembre 2006, des mesures fiscales fédérales visant à hausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2006, la Banque avait comptabilisé une récupération d'impôt de 3 610 000 \$ qui incluait les éléments suivants : une récupération de 11 327 000 \$ résultant de la réduction de certains risques fiscaux, la constatation d'écarts temporaires non constatés antérieurement liés à l'impôt minimum des institutions financières d'un montant de 2 730 000 \$ et une charge de 3 385 000 \$ découlant de la décision de rapatrier du capital lié aux opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 707 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 1,7 %. Le faible taux d'imposition de 2006 était attribuable à la récupération constatée au cours du deuxième trimestre, telle que décrite ci-dessus, ainsi qu'à un ajustement favorable de 2 398 000 \$ aux actifs d'impôts futurs, dû à l'augmentation des taux d'imposition au Québec et à l'incidence favorable de la faible imposition du gain résultant de la cession de Corporation financière Brome, au cours du premier trimestre.

9. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2007	31 JANVIER 2007	30 AVRIL 2006	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2006
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 638 152	23 627 126	23 611 631	23 632 548	23 595 611
Options d'achat d'actions dilutives et autres	47 076	28 788	60 820	37 780	60 456
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 685 228	23 655 914	23 672 451	23 670 328	23 656 067
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ¹	-	89 467	-	45 475	-

¹ Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

10. INFORMATION SECTORIELLE

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	64 633 \$	15 003 \$	19 551 \$	376 \$	(4 057)\$	95 506 \$
Autres revenus ¹	25 689	5 553	2 998	14 214	1 711	50 165
Revenu total	90 322	20 556	22 549	14 590	(2 346)	145 671
Provision pour pertes sur prêts	6 721	2 241	1 038	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	74 852	9 225	10 764	7 956	6 154	108 951
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	8 749	9 090	10 747	6 634	(8 500)	26 720
Impôts sur les bénéfices (récupération)	1 944	3 045	3 623	1 341	(3 886)	6 067
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	6 805	6 045	7 124	5 293	(4 614)	20 653
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	6 805 \$	6 045 \$	7 124 \$	5 293 \$	(4 614)\$	20 653 \$
Actif moyen ²	8 575 446 \$	2 413 619 \$	2 934 231 \$	1 498 057 \$	1 312 860 \$	16 734 213 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JANVIER 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	65 726 \$	15 426 \$	19 756 \$	293 \$	(6 004)\$	95 197 \$
Autres revenus	25 358	5 843	2 794	8 712	3 687	46 394
Revenu total	91 084	21 269	22 550	9 005	(2 317)	141 591
Provision pour pertes sur prêts	6 296	2 689	1 015	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	72 666	8 973	10 413	7 639	4 638	104 329
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	12 122	9 607	11 122	1 366	(6 955)	27 262
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 838	3 218	3 770	379	(3 499)	6 706
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	9 284	6 389	7 352	987	(3 456)	20 556
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	9 284 \$	6 389 \$	7 352 \$	987 \$	(3 456)\$	20 556 \$
Actif moyen ²	8 509 322 \$	2 342 979 \$	2 834 793 \$	1 639 013 \$	1 283 532 \$	16 609 639 \$

10. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	62 175 \$	14 287 \$	17 932 \$	279 \$	(8 989)\$	85 684 \$
Autres revenus	23 392	4 933	3 372	8 377	5 226	45 300
Revenu total	85 567	19 220	21 304	8 656	(3 763)	130 984
Provision pour pertes sur prêts	4 691	3 864	1 445	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	70 237	8 443	11 159	7 032	3 118	99 989
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	10 639	6 913	8 700	1 624	(6 881)	20 995
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 540	2 316	2 953	507	(12 926)	(3 610)
Bénéfice découlant des activités poursuivies	7 099	4 597	5 747	1 117	6 045	24 605
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	30	30
Bénéfice net	7 099 \$	4 597 \$	5 747 \$	1 117 \$	6 075 \$	24 635 \$
Actif moyen ²	8 109 524 \$	2 223 534 \$	2 700 361 \$	1 505 251 \$	2 136 266 \$	16 674 936 \$

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	130 359 \$	30 429 \$	39 307 \$	669 \$	(10 061)\$	190 703 \$
Autres revenus ¹	51 047	11 396	5 792	22 926	5 398	96 559
Revenu total	181 406	41 825	45 099	23 595	(4 663)	287 262
Provision pour pertes sur prêts	13 017	4 930	2 053	-	-	20 000
Frais autres que d'intérêt	147 518	18 198	21 177	15 595	10 792	213 280
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	20 871	18 697	21 869	8 000	(15 455)	53 982
Impôts sur les bénéfices (récupération)	4 782	6 263	7 393	1 720	(7 385)	12 773
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	16 089	12 434	14 476	6 280	(8 070)	41 209
Bénéfices découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	16 089 \$	12 434 \$	14 476 \$	6 280 \$	(8 070)\$	41 209 \$
Actif moyen ²	8 541 836 \$	2 377 714 \$	2 883 688 \$	1 569 703 \$	1 297 953 \$	16 670 894 \$

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ^{3,4}	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	126 790 \$	29 345 \$	35 571 \$	583 \$	(18 656)\$	173 633 \$
Autres revenus	46 141	11 736	6 619	15 653	10 941	91 090
Revenu total	172 931	41 081	42 190	16 236	(7 715)	264 723
Provision pour pertes sur prêts	10 303	6 675	3 022	–	–	20 000
Frais autres que d'intérêt	142 249	19 015	22 188	13 584	5 716	202 752
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	20 379	15 391	16 980	2 652	(13 431)	41 971
Impôts sur les bénéfices (récupération)	6 799	5 154	5 762	853	(17 861)	707
Bénéfice découlant des activités poursuivies	13 580	10 237	11 218	1 799	4 430	41 264
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	354	354
Bénéfice net	13 580 \$	10 237 \$	11 218 \$	1 799 \$	4 784 \$	41 618 \$
Actif moyen²	8 065 827 \$	2 239 258 \$	2 641 543 \$	1 481 133 \$	2 198 185 \$	16 625 946 \$

- SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.
- SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.
- B2B – Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.
- VMBL – Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
- Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.
- 1 Au cours du deuxième trimestre de 2007, le premier appel public à l'épargne de la Bourse de Montréal a déclenché la réévaluation des actions détenues par la Banque pour un montant de 21,7 millions \$ (18,2 millions \$ net des impôts sur les bénéfices) dans les autres éléments du résultat étendu. Une partie de la position a par la suite été vendue et un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$ net des impôts sur les bénéfices) a été reclassé aux autres revenus dans le secteur d'activité VMBL. De même, au deuxième trimestre, une perte sur cession de valeurs mobilières de 4,3 millions \$ a été encourue et est présentée dans le secteur Autres.
- 2 Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.
- 3 Les résultats de VMBL pour l'exercice financier 2006 ont été retraités afin de présenter les revenus avant déductions de certaines commissions et autres coûts qui, auparavant, étaient déduits des revenus.
- 4 Les résultats du premier trimestre 2006 incluent une contribution au bénéfice net de 0,05 million \$ provenant de Corporation financière Brome inc. pour les deux mois précédant la cession de la filiale, ainsi que le gain de 0,93 million \$ résultant de cette cession.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Siège social

Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K3
Téléphone : (514) 284-4500,
poste 5996
Télécopieur : (514) 284-3396

Centre télébancaire, Services
bancaires automatisés
et service à la clientèle :
Région de Montréal :
(514) 252-1846
Sans frais : 1 800 252-1846
Site Internet :
www.banquelaurentienne.ca
Télex : 145069

Agent des transferts et registraire

Services aux investisseurs
Computershare
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Téléphone : 1 800 564-6253
(sans frais au Canada et aux
États-Unis) ou (514) 982-7555
(accès direct international).

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes
peuvent communiquer avec
le secteur des Relations avec
les investisseurs situé au
siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 7511.

Médias

Les journalistes peuvent
communiquer avec le secteur
des Affaires publiques et
communications situé au
siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 7511.

Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
14^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K3
(514) 284-7192
1 800 473-4782

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de
communiquer tout changement
d'adresse à l'agent des
transferts de la Banque. Pour
toute autre demande ou
question, veuillez communiquer
avec le Secrétariat situé au
siège social ou téléphoner
au (514) 284-4500,
poste 7545.

INSCRIPTION BOURSIÈRE ET DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

LES ACTIONS ORDINAIRES ET LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES
DÉCRITES CI-DESSOUS SONT INSCRITES À LA BOURSE DE TORONTO

SYMBOLE BOURSIER
CODE CUSIP

DATES DE CLÔTURE
DES REGISTRES*

DATES DE PAIEMENT
DES DIVIDENDES*

Actions ordinaires

51925D 10 6 LB

Premiers jours
ouvrables de :

janvier

1^{er} février

avril

1^{er} mai

juillet

1^{er} août

octobre

1^{er} novembre

Actions privilégiées

Série 9

51925D 87 4 LB.PR.D

**

15 mars

Série 10

51925D 86 6 LB.PR.E

**

15 juin

15 septembre

15 décembre

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes)
pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque

